

"Comment a été évitée la guerre mondiale" dans France Observateur (8 novembre 1956)

Légende: Le 8 novembre 1956, l'hebdomadaire français France Observateur dresse un bilan des opérations militaires et analyse les conséquences du fiasco diplomatique de la campagne franco-britannique de Suez.

Source: France Observateur. 08.11.1956, n° 339; 7e année. Paris: France Observateur. "Comment a été évitée la guerre mondiale", auteur:De Galard, H. , p. 5.

Copyright: (c) France Observateur

URL:

http://www.cvce.eu/obj/comment_a_ete_evitee_la_guerre_mondiale_dans_france_observateur_8_novembre_1956-fr-1a0d6991-b996-4bd1-b692-083503d6ac58.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Comment a été évitée la guerre mondiale

C'EST aux premières heures de l'après-midi de mardi que l'ordre de cesser le feu donné à leurs troupes par les gouvernements français et anglais a mis, momentanément, fin à une épreuve de force mondiale que Paris et Londres avaient eux-mêmes déclenchée et dont on ne pouvait assurer, dans la nuit de lundi et dans la matinée de mardi, qu'elle ne se terminerait pas par un troisième conflit planétaire.

Nous étions loin, alors, de cette guerre fraîche et joyeuse, décidée par des dirigeants, irresponsables et incompetents, qui avait débuté, huit jours avant, par la remise brutale d'un ultimatum à l'Égypte et – mais nul ne s'y est trompé – à Israël. Les beaux quartiers et leurs porte-plumes se réjouissaient de ce « retour à la virilité » ; on allait voir ce qu'on allait voir. Le colonel en prendrait pour son grade ; des années « d'humiliations » seraient effacées, l'ordre triompherait en Algérie, Bourguiba et le Sultan n'avaient plus qu'à bien se tenir. Huit jours de fleur au fusil, de chansons à la bouche, de débarquement imminent, de troupes fin prêtes, huit jours de verve cocardière, opportunément un peu assourdie par le bruit des canons de Budapest, sans quoi le réveil eût été encore plus douloureux.

Il a suffi de ces huit jours pour que se réalisent nos craintes, pour que se vérifient les avertissements que nous n'avons cessé de lancer depuis le 26 juillet contre cette folle aventure d'Égypte, tant désirée, nous le savions, par certains hommes politiques français. Ce n'était pas le sot défaitisme dont on est si prompt à nous accuser qui nous faisait parler ainsi ; nous n'avons jamais caché la faiblesse militaire de Nasser, pas plus que les quelques avantages immédiats que l'on pouvait à la rigueur, espérer retirer de l'expédition d'Égypte. Contre cette fuite en avant, contre cette sottise, contre cette légèreté, c'est seulement notre appréciation réaliste des faits qui a eu raison.

Nous nous réjouissons de ce qu'un « cessez-le-feu », soit enfin intervenu, mais nous regrettons amèrement le tort irréparable fait à la France, son prestige bafoué, son honneur entamé, sa loyauté mise en doute, ses rapports futurs avec le monde musulman et avec les peuples d'Afrique et d'Asie, tous ses intérêts d'avenir compromis. Nous regrettons tout ce qu'un dernier sursaut de colonialisme aura coûté à la France.

Ce qui a été perdu

Car si nous voyons difficilement où se dissimule le bénéfice que le gouvernement prétend maintenant avoir tiré de l'opération, nous voyons bien ce qui a été perdu. Et d'abord, aucun objectif n'a été atteint. Du sang a été versé, mais Nasser n'est pas encore écarté du pouvoir. Des parachutistes français sont – pour combien de temps a – à Port-Saïd, mais la libre circulation sur le canal est, cette foi, arrêtée par notre faute. Nous n'occupons pas, que je sache, la totalité de la zone du canal. Nous voulions, à la barbe et au nez des Américains, affirmer notre présence au Moyen-Orient, y confirmer nos intérêts pétroliers et c'est toute la production de l'I.P.C. qui se trouve ralentie, au grand profit de l'Aramco. Notre ravitaillement en pétrole est menacé. La solution du problème algérien n'a pas progressé d'un pas ; bien au contraire, rendue plus aléatoire par notre intervention, elle est devenue plus compliquée par son échec. Nous voulions empêcher les Russes de prendre pied au Moyen-Orient et les voici plus près que jamais de s'y installer en vainqueurs, mieux en arbitres.

Nous avons beaucoup perdu de ce que nous conservions au Moyen-Orient, compromis des positions culturelles et économiques que nous y tenions encore ; nous avons même – oh ! dérision – facilité à l'Angleterre, par l'entrée des troupes irakiennes en Jordanie, la réalisation du « Croissant Fertile » contre lequel toute notre diplomatie s'est battue depuis trente ans. Nous avons, de nous-mêmes, délibérément sabordé notre influence dans des pays où, contre vents et marées, elle représentait encore autre chose qu'un slogan à usage de discours officiel. Croit-on que les pilotes français, qui ont reçu trois années de traitements pour les quitter, reverront jamais les rives du canal de Suez ? Croit-on que l'Égypte fera de longtemps appel à nous pour élever ses barrages, construire ses usines, éduquer ses cadres ? On se moquait du rire « goguenard » de Nasser, mais je ne vois rien aujourd'hui qui puisse prêter simplement à sourire à MM. Mollet et Pineau.

Ce n'est pas tout. Nous avons porté à l'O.N.U. un coup qui eût pu lui être fatal ; nous l'avons sciemment

méprisée, ignorée et bafouée. Je sais. Il est de bon ton de médire de cette institution, de lui reprocher ses insuffisances, d'en critiquer l'inefficacité. Mais c'est peut-être tout de même grâce à elle que l'expédition d'Égypte s'est enlisée, sans trop de heurts, dans les premiers sables du canal et que Parisiens et Londoniens n'ont pas eu à lever la tête pour découvrir dans leur ciel ces engins téléguidés dont le maréchal Boulganine a rappelé, avec tant de délicatesse, l'existence.

Il y a plus grave, et nous le disons tristement ; mais il faut qu'on sache qu'un peu partout dans le monde, à Londres, à Washington, à New York, à Bonn, à Berlin, à New Delhi, à Varsovie même, des journaux écrivent, des gens lisent, des hommes pensent que le coup de force de MM. Mollet et Pineau en Égypte a directement encouragé l'agression soviétique contre la Hongrie, que le premier coup porté contre l'O.N.U. a facilité le second, qu'en somme les incendiaires du Moyen-Orient n'ont rien à reprocher aux massacreurs de Budapest ; et cela est grave parce que c'est en partie vrai et parce que M. Mollet et M. Pineau, c'est tout de même un peu la France.

Le coup monté

Comment en est-on arrivé là ? L'analyse que nous avons faite la semaine dernière du coup monté avec Israël et décidé le 16 octobre, lors de sa rencontre Mollet-Eden, n'a pas été démentie. Précisons qu'à diverses reprises, l'opération a été préparée à l'insu des plus hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. Plus que M. Pineau, l'instigateur en a été M. Bourgès-Maunoury et son état-major de la Défense nationale, au premier rang duquel son directeur de cabinet, M. Abel Thomas. C'est celui-ci qui mit sur pied la technique de l'opération, sur le plan non seulement militaire, mais politique. C'est lui qui aurait autorisé et, souvent à l'insu du Quai d'Orsay, la livraison de Mystères à Israël et permis à des pilotes israéliens l'entraînement qu'ils poursuivaient depuis plusieurs mois dans le Sud-Ouest.

Le résultat n'est pas brillant. Deux données fondamentales ont notamment été sous-estimées : l'opposition américaine et la réaction soviétique.

M. Eisenhower et M. Dulles, partisans de la liquidation de Nasser en tant que maître de l'Égypte, n'ont jamais cédé à ceux de leurs collaborateurs, au Département d'Etat et au Pentagone, qui envisageaient cette liquidation par tous les moyens, y compris les moyens militaires. Convaincus de la nécessité d'abattre Nasser à partir du moment où l'action du dictateur égyptien mettait en péril les intérêts pétroliers au Moyen-Orient, ils ne voulaient le faire que dans les formes et ne donner à l'U.R.S.S. aucun argument de style « colonialiste » dans la lutte d'influence où ils sont engagés avec elle auprès des pays sous-développés. Furieux de l'intervention franco-anglaise, mécontents d'en avoir été tenus à l'écart, les Etats-Unis, après quelques jours de flottement, n'ont pas ménagé les pressions pour obtenir n'importe quelle solution pacifique au conflit et ils l'ont obtenue.

La réaction soviétique

La réaction soviétique a, elle aussi, été sous-estimée. Quelles qu'aient pu être ses difficultés momentanées en Europe Orientale, l'U.R.S.S. s'était engagée trop à fond auprès des Etats arabes pour les ignorer au moment même où un de leurs principaux représentants était en butte à une agression ouverte de l'Occident. C'était tout son prestige qui était en jeu, toute sa politique en péril. Ce n'est pas par hasard que le déclenchement de l'intervention franco-anglaise a coïncidé avec les événements de Hongrie, mais l'U.R.S.S. a aussitôt retourné l'arme qui était brandie contre elle. Sa réaction en Hongrie a été d'autant plus brutale qu'il fallait faire vite au Moyen-Orient ; l'impunité des Occidentaux en Égypte l'assurait de sa propre impunité à Budapest. De là aussi, le ton si brutal de la note Boulganine, certes destinée à lâcher un écran de fumée sur les événements de Hongrie, mais dont finalement ni les Anglais, ni les Français, ni les Américains ne se sont mépris sur la menace réelle qu'elle impliquait. Si le cessez-le-feu n'avait pas été ordonné pour mardi soir, on pouvait s'attendre à une arrivée massive de volontaires soviétiques en Égypte et en Syrie, à un bombardement d'Israël probablement, en tout cas à une large extension du conflit. Quelle que soit la forme qu'eût prise cette intervention, elle signifiait la présence militaire de l'U.R.S.S. au Moyen-Orient et c'est ce que les Américains ont voulu éviter à tout prix.

Relevons, par ailleurs, que l'outrance même de la note soviétique révèle un certain désarroi, un flottement dans la ligne suivie par le Kremlin et qu'elle laisse prévoir des modifications dans le rapport des forces au sein du Politburo dont on pouvait craindre le pire.

Mais avant même l'intervention soviétique, et sauf volonté délibérée d'étendre le conflit, d'autres facteurs concouraient à une cessation rapide des hostilités au Moyen-Orient, Paris et Londres le savaient, qui cherchaient simplement, avant de s'y résoudre, à pousser plus avant leurs troupes sur le canal et, si possible, à en terminer l'occupation. Les résolutions des Nations Unies ne pouvaient continuer, bien longtemps encore, à être ignorées ; la création d'une force internationale se précisait ; Israël cherchait à tirer son épingle du jeu, acceptait le premier un cessez-le-feu, offrait d'engager des négociations avec l'Égypte, tentait de se dégager de ses encombrants alliés. Entre ceux-ci, tout n'allait pas pour le mieux ; Eden avait à faire face, sur le front intérieur, à une opposition de plus en plus vigoureuse, de plus en plus large ; sur le plan extérieur, il n'oubliait pas que l'intervention britannique n'avait pas été déclenchée pour secourir Israël (dont l'Angleterre demeure le pire ennemi), mais pour modifier au profit de l'Irak l'équilibre des forces entre pays arabes qui avait tendance à s'établir à son détriment ; une fois l'Irak occupant la Jordanie, une partie des objectifs anglais était atteint et dès la fin de la semaine dernière, M. Selwyn Lloyd avait prévenu M. Pineau que Londres ne tarderait pas à reprendre sa liberté d'action envers Israël ; l'ordre donné lundi à Israël par Londres d'avoir à évacuer le Sinaï en fut la première démonstration.

Lendemain inquiétants

Dans ces conditions, les progrès faits à l'O.N.U. vers la création d'une force internationale de remplacement et la proposition faite mardi matin par la Suisse, peut-être sur une suggestion américaine, de réunir une conférence à Cinq sur le Moyen-Orient apparurent comme un moyen d'arrêter les hostilités, sans trop, croyait-on, perdre la face. Après un dernier baroud d'honneur de quelques heures, MM. Mollet et Pineau se rendaient aux sollicitations de Washington que Sir Anthony Eden acceptait avec soulagement.

A l'heure où nous écrivons, nous ignorons ce que sera cette Conférence de la Paix et la forme qu'elle prendra. L'U.R.S.S. a accepté le principe d'une conférence à Cinq, mais les Occidentaux préféreront peut-être une réunion plus formelle dans le cadre du Conseil de Sécurité. Le pire a été évité, mais tout est loin d'être réglé. La troisième guerre mondiale n'a pas commencé, mais nous en avons senti passer le vent. L'instable équilibre des forces a été un peu partout déplacé et, tant qu'il ne sera pas rétabli, la tension persistera. Quelle que soit cette conférence, son objet et sa composition, aux attaques soviétiques sur le Moyen-Orient répliqueront des attaques américaines sur la Hongrie. La crise aiguë de ces trois dernières semaines a laissé se dégager des lignes de force inquiétantes. Le maintien au pouvoir pour quatre années encore de l'administration républicaine incitera les États-Unis à moins de prudence, tandis que la crise de la déstalinisation poussera l'U.R.S.S. à plus de méfiance. Nos apprentis sorciers ont déclenché une réaction qui n'est pas près de s'éteindre.

H. de GALARD.